

# L'U.R.S.S. au second souffle de J. Kanapa

« Le « culte » n'avait pas tué la jeune démocratie socialiste ; il l'avait gelée ; elle continuait à vivre, ou au moins à vivre malgré lui, malgré ses théories et ses méthodes, mais à vivre, comme fait le ruisseau sous la croûte de glace, l'hiver. »

Telle est la profonde explication que nous propose Jean Kanapa en 1965 dans l'organe central du P.C.F. On l'avait un peu oublié. A l'époque des grands froids staliniens il régnait sur les intellectuels communistes et dirigeait la « Nouvelle critique ». De toutes les publications communistes officielles cette revue était la plus hargneuse, la plus menteuse et la plus sectaire. Son rédacteur en chef ne connaissait que deux façons de s'exprimer : soit en pinçant voluptueusement les cordes d'une lyre lorsqu'il s'agissait de Thorez, du régime soviétique ou du génie stalinien, soit en répandant des flots de fiel, venin et autres humeurs corrosives quand n'étaient en cause qu'un Lefèvre, un Prenant, un Sartre ou un Claude Roy.

L'habitude est une seconde nature et prenant son second souffle après une hibernation passagère Jean Kanapa nous montre en une série de 10 articles qu'il n'a rien perdu de son talent si particulier.

Après avoir sévèrement tancé Isaac Deutscher pour sa suffisance et son ignorance de la réalité soviétique, après s'être gaussé des « kreninologues » bâtissant des romans sur le dirigeant X... qui n'a pas paru à la tribune lors de tel meeting (et pourtant c'est ainsi que les disgrâces étaient et sont toujours apprises : n'est-ce pas Nikita ?), ayant fouaillé tous ces minabes, Jean Kanapa ferme les yeux et invoque le Parti Communiste Soviétique :

« S'il fallait parler de ce Parti en tant que tel, de ce qu'il est, de ce qu'il fait, je me laisserais volontiers entraîner au lyrisme et lui dresserais un monument. Ce qu'il a fait et fait aujourd'hui pour son peuple et pour toute l'humanité, c'est une chose immense, sans précédent et sans comparaison possible, une chose dont on ne peut parler qu'avec respect. Rien ne peut mettre cela en question. »

Mais nous ne sommes plus à l'époque glaciaire et le lyrisme doit être contrôlé. C'est la raison pour laquelle Kanapa se permet quelques critiques, quelques ré-

servés, quelques anecdotes qui se révéleront le seul et maigre intérêt de cette copieuse enquête (en dehors de son intérêt en tant que témoignage sur l'ouverture d'esprit, le sens critique et le niveau idéologique de la direction du P.C.F.).

Il fait parler un ouvrier d'Ouralmach : « ...En 1937, un matin, en prenant le travail, nous n'avons pas trouvé notre chef d'équipe, Skaktichov. Il avait été arrêté dans la nuit. Il venait justement de se marier. Il n'est pas revenu. Et puis, il y en a eu d'autres par la suite. On arrivait dans l'atelier, le matin, et on voyait que quelqu'un manquait. »

En 1943, cet ouvrier qui avait grimé dans la hiérarchie (contrôleur en chef au moulage) adhère au Parti. Alors Kanapa de s'exclamer : « Quoi ? Malgré ce qu'il avait vu, de ses yeux vu, ces disparitions de camarades innocents autour de lui ? Bien sûr. Parce qu'il savait bien, comme la masse des Soviétiques, que le Parti, ce n'était pas ça, absolument pas ça. »

En fin de compte le régime stalinien aurait été caractérisé par la permanence de catégories inviolables (le Parti, la Démocratie et même le Démocratisme) alors même que tous les éléments qui servent à les définir avaient disparu. Inviolable est bien le mot puisque Kanapa nous sert cette perle : « On peut dire que la démocratie socialiste court, à l'époque, un grave danger ; les pires outrages lui furent faits ; elle ne périt cependant pas. »

Comme la vertueuse Justine du divin marquis...

Certes, on n'en a pas fini avec les survivances du vieux passé autocratique et bureaucratique, certes les vendeuses ne sont pas toujours aimables, le niveau de vie économique de l'ouvrier russe est toujours plus bas que celui de l'ouvrier français, mais ce qui compte c'est qu'il est plus heureux et que cela va de mieux en mieux. La progression de la société soviétique est décrite comme une harmonieuse marche en avant « stimulée » et « aiguillonnée » par le Parti : après le 20e Congrès « on » s'engage sur la voie du rétablissement des normes léninistes de la vie démocratique, et puis, « un beau jour, le feu rouge s'allume : attention ! le mouvement risque de se bloquer à nouveau » (et Khrouchtchev est balancé).

Pourquoi l'homme qui avait symbolisé la destalinisation avait-il « grippé » le mouvement inauguré par le 20e Congrès ? Comment a-t-il été destitué ? Quelles sont les raisons profondes expliquant les tourbillons qui agitent les sommets de la société soviétique ?

Le lecteur de « l'Humanité » ne le saura pas. A moins qu'il ne soit en même temps lecteur du « Monde », car il faut bien reconnaître que malgré ses insuffisances (et en particulier la faiblesse pronostique de son dernier article) l'enquête de Michel Tatu, « l'URSS entre 2 règnes » est à cent coudées au-dessus du conte de fée kanapalén. On y trouve un tableau vivant des problèmes qui restent entiers aussi bien après Staline qu'après Khrouchtchev et que sous Brejnev-Kossyguine : dans le domaine de l'économie et de l'idéologie. On y trouve une peinture accusatrice d'une couche sociale qu'ignore simplement Kanapa : la bureaucratie (pour Kanapa il ne s'agit que d'une manière de travailler).

Les questions sur l'URSS que posait discrètement Togliatti dans son testament ne tourmentent d'aucune façon notre homme. On peut aussi ajouter qu'elles ne le tourmentèrent jamais. Au XIVe Congrès du P.C.F. (en juillet 1956), alors que nombre d'intellectuels communistes se mettaient à revoir leur passé d'un oeil critique, Kanapa balaye leurs doutes : « Que devrions-nous regretter ? Notre défense acharnée de l'Union Soviétique face à ses détracteurs systématiques ? La garde vigilante qu'à notre mesure nous montons autour d'elle comme autour du premier laboratoire du socialisme, autour du plus solide rempart de la paix mondiale ? Que devrions-nous regretter ? D'avoir appliqué notre esprit de Parti à ne pas laisser entamer le front solide du camp socialiste ? De n'avoir pas permis que soit mise en cause notre totale fraternité de combat avec le parti pionnier d'Union Soviétique, avec les partis communistes et ouvriers des pays socialistes ? Ah ! non... Quelles qu'aient été les épreuves et les difficultés, les défauts ici, les tâtonnements là, non, nous ne regrettons pas cette belle et dure école à laquelle a été notre esprit de parti ces années passées, notre esprit de combattant du mouvement ouvrier révolutionnaire. »

Telle fut l'autocritique de celui que Sartre appela « le fruit le plus sec de tous les partis communistes occidentaux. » Heureusement quelques jours après le dernier article de son enquête paraissait dans « l'Humanité » la lettre des cent universitaires du Parti réclamant davantage de démocratie et de discussions politiques.

L. COUTURIER.

# Il est trop tard pour les intellectuels

L'ENVOI d'une lettre signée par une centaine d'universitaires membres du PCF à Waldeck-Rochet, secrétaire général de ce parti, est une étape nouvelle et importante dans la crise du stalinisme qui a asservi cette organisation.

La direction avait pu venir à bout des opposants surgis des révélations du XX<sup>e</sup> Congrès, des événements de Pologne et de Hongrie, ainsi que du vote des « pouvoirs spéciaux » le 12 mars 1956 qui permirent au gouvernement Guy Mollet de donner une impulsion nouvelle à la guerre d'Algérie par l'envoi du contingent.

Depuis trois ou quatre ans, également à la suite de la politique du PCF au cours de la guerre d'Algérie, l'Union des Etudiants Communistes, c'est-à-dire une partie peu susceptible de toucher directement les militants du parti, s'opposait à la politique et à la direction du PCF.

La lettre des universitaires acquiert tout d'abord son importance par le fait qu'elle transporte la crise de la périphérie vers le centre du parti. On ne possède pas encore tous les noms des signataires, mais ceux que l'on connaît déjà sont extrêmement significatifs. Vigier, Dresch, Schatzman, Vernant, Zazzo..., sont à la fois des hommes hautement réputés dans leurs domaines spécifiques et des communistes de longue date. L'extension de cette manifestation est soulignée par des signatures comme celle de Bruhat, un serviteur de très longue date de la direction qui n'a jamais brillé dans le passé par son caractère. Tous ces hommes ont, depuis des années, été présentés comme les défenseurs du marxisme contre les divers courants de la pensée bourgeoise.

La qualité et le nombre de ces signatures donnaient à la lettre une signification politique dépassant de loin le contenu de celle-ci. Cette lettre dit au secrétaire du PCF que les problèmes soulevés dans l'U.E.C. sont ceux qui affectent le mouvement communiste international, qu'il y a lieu d'y répondre autrement que par des méthodes administratives et que la façon d'y répondre aura des répercussions sur les rapports entre le PCF et l'Intelligentsia. Les signataires se bornent enfin à demander à l'organisation de journées d'études.

Le Bureau Politique du PCF a fort bien compris le danger que constituait cette lettre pour son système de direction et la réponse qu'il y a fait le montre clairement.

## De Gaulle semble l'ignorer

# L'âge d'or du capital

Le mercredi 4 février, le général de Gaulle a fait une proposition qui a suscité une sensation modérée dans des bourses et les comités de rédaction des grands quotidiens dans le monde entier. Il a suggéré que les USA, la Grande-Bretagne, le Canada, l'Australie, l'Allemagne, l'Ouest, le Japon, l'Italie, la Belgique, la Hollande, la Suisse, la Suède — c'est-à-dire les principaux centres de l'impérialisme — reviennent à l'étalon-or. Quelques jours plus tard, le samedi 13 février, il a couronné cette proposition par une décision unilatérale replaçant la France sous le régime de l'étalon-or, le déficit de sa balance des paiements avec tous les pays capitalistes devant être comblé en or, et uniquement en or.

La plupart des économistes bourgeois et les principales banques centrales du monde capitaliste n'ont pas pris la proposition de de Gaulle très au sérieux. En fait, seule la « Pravda » a déclaré sans rire qu'elle paraissait « raisonnable ».

Dans le système de l'étalon-or, toute dette d'un pays envers un autre par suite des échanges monétaires (marchandises, tourisme, importations et exportations de capitaux, etc.) doit être payée en or. Tout déficit de la balance des paiements conduit, par conséquent, à une hémorragie d'or. Mais, ce système implique aussi que la monnaie soit convertible en or. Une sortie d'or implique aussi que la monnaie soit convertible en or. Une sortie d'or implique donc automatiquement une réduction du volume de la monnaie à l'intérieur du pays. Les économistes bourgeois et les gouvernements capitalistes ont appris en 1929 (et ils l'ont appris à leurs dépens), que réduire le volume de la circulation monétaire revient à réduire celui de la demande globale de biens et de services dans le pays, c'est-à-dire celui de l'emploi, des revenus et de la production, c'est-à-dire à provoquer la dépression.

Demander le retour à l'ancien système revient, en fait, à demander le retour au laissez-faire de l'économie du capitalisme libéral, sur lequel les forces du marché ajustaient l'offre et la demande à long terme à travers le mécanisme des prix,

sans lequel le flux et le reflux de l'or répartissait à long terme les réserves d'or entre les différents pays, plus ou moins en proportion de leur capacité de production ou de leur richesse. Les « adaptations » se faisaient de façon automatique. C'est là ce que les admirateurs de l'étalon-or, tel Jacques Rueff, le conseiller de de Gaulle pour les questions monétaires, estiment si excellent.

Cependant, les adaptations ne se font pas de façon « graduelle » et harmonieuse, mais à travers des ruptures brutales et des discontinuités dans le système. Avant que la demande ne se « réajuste » au nouveau volume de l'offre, le phénomène appelé « surproduction » fait son apparition. Et, avant que le reflux de l'or ne « réagisse » la balance des paiements, le phénomène connu sous le nom de « déflation » survient. Les deux phénomènes ont la fâcheuse tendance d'engendrer un chômage croissant, une baisse toujours plus brutale de la production, et des crises sociales toujours plus amples, dans un monde où le capitalisme a cessé d'être en expansion en tant que système global, et où il se trouve, au contraire, en lutte continue avec les révolutions, les États ouvriers, et les masses qui mettent ouvertement en cause les mérites du système, et veulent le remplacer par un autre, où la planification consciente remplace la « canne de l'aveugle » que sont les forces du marché.

Pour ces raisons, il n'y a pas la moindre chance que la proposition de de Gaulle soit acceptée. Ce serait un suicide pour le capitalisme que de revenir à un système rigide de monnaie et de crédit contrôlé automatiquement par l'offre d'or. Un tel système ne pourrait conduire qu'à une forte dépression.

Ceux qui plaident pour le retour à l'étalon-or marquent un point lorsqu'ils font valoir que le système monétaire actuel conduit à une inflation croissante. Cela est tout à fait exact. Mais, l'inflation croissante est le seul moyen par lequel l'économie capitaliste puisse transformer des dépressions graves en récessions « mineures ». Quel gouvernement capitaliste,

aux Etats-Unis, par exemple, se risquerait à avoir quinze ou vingt millions de chômeurs, pour la gloire de « combattre l'inflation » ou de « revenir à l'étalon-or » ?

Il y a encore beaucoup d'autres raisons qui font ressortir à quel point il serait irrationnel de revenir à l'étalon-or classique dans la situation mondiale actuelle. Les deux principaux producteurs d'or sont l'Afrique du Sud et l'Union soviétique. Revenir à l'étalon-or reviendrait à exposer le secteur le plus fragile, le plus complexe, et le plus explosif de l'économie capitaliste mondiale, le système monétaire international, aux manipulations de Hendryk-Verwoerd, et de Brejnev-Kossyguine, alors qu'aucun de ces personnages n'est précisément en odeur de sainteté dans les milieux bancaires. Par conséquent, les propositions de de Gaulle font l'effet à l'économiste bourgeois ou au politicien capitaliste moyens d'une plaisanterie malsaine.

Depuis des années, l'augmentation annuelle de la production d'or est en retard sur l'augmentation du volume du commerce mondial, et sur celle de la production mondiale de produits manufacturés. Même en augmentant fortement le prix de l'or, par exemple en le doublant ou en le triplant, on ne modifierait pas fondamentalement cette situation sauf que l'on ferait un joli cadeau de quelques milliards de dollars à l'Union soviétique, qui pourrait alors doubler ou tripler ses achats dans les pays capitalistes grâce à sa production d'or. Une crise permanente de liquidité à l'échelle internationale s'ensuivrait, qui apporterait une grande infortune dans tout le monde capitaliste, sauf chez ceux qui auraient amassé de l'or. En réalité, la sagesse de Rueff (et de de Gaulle) dans

ce domaine s'apparente davantage aux préjugés du paysan français classique (qui aime dormir sur un matelas où il a caché ses pièces d'or) qu'aux vues des économistes académiques, sans parler de la science économique marxiste (malgré le commentaire approbateur de la Pravda).

Mais, si la proposition de de Gaulle n'a aucune chance d'être acceptée elle n'en a pas moins grandement indisposé et préoccupé les banques centrales, surtout à New York et à Londres. Et, si elle n'a guère fait monter la cote des actions et des obligations des mines d'Afrique du Sud, elle a certainement accru la cote de la nuisibilité du général aux yeux de l'administration Johnson, plutôt nerveuse et harassée. Car c'est un fait que le système monétaire actuel du monde capitaliste — le « Gold Exchange Standard » — subit actuellement une grave crise. Dans ce système, une banque centrale peut assurer la couverture de sa monnaie de deux façons différentes : en or, ou en certaines monnaies « privilégiées », telles que le dollar ou la livre. Cela signifie que, quand les USA doivent de l'argent à un autre pays (quand ils ont un déficit dans la balance des paiements avec ce pays), ils ne sont pas obligés d'équilibrer la balance avec de l'or ; ils peuvent payer en dollars. Mais cela signifie aussi que les dollars qui s'accumulent partout dans le monde, dans les banques centrales (et privées) parce qu'ils sont « aussi bons que l'or », peuvent, à tout moment, être échangés contre de l'or à la banque centrale américaine, le « Federal Reserve System ». Le « Gold Exchange Standard » a pu fonctionner de façon parfaite aussi longtemps que les pays capitalistes autres que les USA souffraient